

Art. 9. Het bestuur wordt belast met de storting van de steun bepaald bij dit besluit, evenals met de inning van de onverschuldigde betalingen.

Ongeacht de steunregeling die door het bestuur beheerd wordt, kan het bestuur, in het geval van een onverschuldigd gestort bedrag of van een bijkomende heffing, een compensatie verrichten met elk steunbedrag bedoeld bij dit besluit die aan de producent-steunaanvrager verschuldigd zou zijn.

Art. 10. De inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, in geval van afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt, zijn gemachtigd om de uitgaven met betrekking tot de steun bepaald bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 11. De inbreuken op deze regelgeving worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De inbreuken op dit besluit kunnen bestraft worden met een administratieve geldboete overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975.

Als bevoegde ambtenaar om de handelingen te verrichten en de beslissingen te treffen wat betreft de administratieve geldboetes bedoeld bij vorig lid wordt de directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, in geval van afwezigheid of verhindering, de ambtenaar die hem vervangt, aangewezen.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2002.

Art. 13. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 december 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 661

[2004/200512]

8 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une aide à l'embellissement extérieur des immeubles destinés principalement à l'habitation

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par les décrets du 27 novembre 1997 et 23 juillet 1998, notamment l'article 184;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 septembre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 octobre 2003;

Vu la délibération du Gouvernement wallon le 9 octobre 2003 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 novembre 2003;

Sur la proposition du Ministre ayant en charge la rénovation urbaine,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o Ministre : le Ministre qui a la rénovation urbaine dans ses attributions;

2^o administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine du Ministère de la Région wallonne;

3^o demandeur :

- soit la personne physique, morale de droit ou d'intérêt public ou morale de droit privé, titulaire d'un droit réel sur l'immeuble;

- soit la personne mandatée à cet effet par l'ensemble des personnes titulaires d'un droit réel sur l'immeuble d'habitation;

4^o immeuble d'habitation : à la date de la demande, le bâtiment dont la construction est antérieure à l'année 1945 et qui :

- soit est destiné en ordre principal au logement;

- soit pour lequel les travaux d'embellissement font partie d'un projet de transformation du bâtiment visant à pareille destination;

- soit pour lequel les travaux d'embellissement comprennent l'aménagement d'un accès au(x) logement(s) qui soit distinct des locaux non destinés au(x) logement(s);

5^o entrepreneur enregistré du secteur de la construction, celui qui, à la date de la commande :

- remplit les conditions prévues par l'arrêté royal du 26 décembre 1998 portant exécution des articles 400, 401, 403, 404 et 406 du Code des Impôts sur les Revenus 1992 et de l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs; cette condition n'est pas applicable aux entrepreneurs qui détiennent un monopole légal pour l'exécution de certains types de travaux;

- apporte la preuve, délivrée par le Centre scientifique et technique de la Construction reconnu par l'arrêté royal du 23 septembre 1959, de son affiliation à ce centre ou au centre de son secteur institué en application de l'arrêté-loi du 30 janvier 1947 fixant le statut de création et de fonctionnement de centres chargés de promouvoir et de coordonner le progrès technique des diverses branches de l'économie nationale par la recherche scientifique, dans la mesure où cette affiliation est rendue obligatoire;

6^o Code : le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Art. 2. Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne et aux conditions fixées par le présent arrêté, le Ministre peut accorder une aide à l'embellissement extérieur d'un immeuble d'habitation :

- 1° soit situé dans le périmètre d'une opération de revitalisation urbaine visée à l'article 172 du Code;
- 2° soit situé dans le périmètre d'une opération de rénovation urbaine visée à l'article 173 du Code;
- 3° soit situé dans le périmètre d'une zone d'initiatives privilégiées visée à l'article 174 du Code;
- 4° soit situé dans un ensemble architectural ou dans un site, visés à l'article 185 du Code;
- 5° soit situé dans une zone de protection visée à l'article 187 du Code;
- 6° soit repris à l'inventaire du patrimoine visé à l'article 192 du Code;
- 7° soit situé dans un périmètre visé à l'article 393 du Code;
- 8° soit situé dans un territoire communal ou une partie de territoire communal visés à l'article 417 du Code.

Le montant des travaux pris en considération est de 1.500 euros hors T.V.A. au minimum., attesté par des factures émanant d'entrepreneurs enregistrés du secteur de la construction sauf si les travaux ont été exécutés, en tout ou en partie, à partir de matériaux acquis par le demandeur, mis en œuvre pour l'immeuble objet de la demande et dont l'achat est attesté par des factures dont le montant s'élève à 750 euros hors T.V.A. au minimum.

Pour les mêmes travaux, l'aide ne peut être cumulée avec aucune autre aide octroyée par la Région wallonne.

L'aide n'est accordée qu'à la condition que le demandeur s'engage à ce que le ou les logements compris dans l'immeuble d'habitation pour lequel l'aide à l'embellissement extérieur est demandée répondent, après réalisation des actes et travaux visés à l'article 4, aux critères de salubrité fixés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 février 1999 déterminant les critères de salubrité des logements, le caractère améliorable ou non des logements ainsi que les critères minimaux d'octroi de subventions.

Cette condition doit être rencontrée à la date d'introduction de la déclaration d'achèvement des actes et travaux visée à l'article 7.

Art. 3. L'embellissement extérieur consiste en un ou plusieurs des actes et travaux suivants :

1° la remise en état de propreté des façades et pignons à front de voirie ou considérés par l'administration comme assimilé par :

- soit le nettoyage ou le rejointoiement des maçonneries;
- soit le nettoyage et l'application de peinture, d'enduit ou de crépi;
- soit le nettoyage ou le remplacement de bardages ou de couverture d'ardoises naturelles ou artificielles ou de tuiles, en fonction des caractéristiques locales à maintenir ou à restituer;

2° le cas échéant, soit le nettoyage de châssis ou l'application de peinture, soit la restitution, en tout ou en partie, des châssis d'origine pour autant qu'ils soient concomitants à l'un des actes visés au 1°;

3° dans les façades et pignons à front de voirie ou considérés par l'administration comme assimilé, le percement ou l'agrandissement de baies ainsi que la restitution de baies d'origine en vue de créer ou de rétablir un ensemble de baies caractérisé par une dominante verticale et totalisant une surface inférieure à celle des parties pleines des élévations, en ce non compris les toitures;

4° les actes et travaux visés au 3°, qui se rapportent à un aménagement des façades et pignons pour des besoins commerciaux, et pour autant :

- qu'ils ne dépassent pas le niveau du plancher du premier étage;
- que les trumeaux constitués au rez-de-chaussée indiquent le rythme et soient établis à l'aplomb et dans l'axe des trumeaux du premier étage en ce compris, le cas échéant, la pose de vitrines en retrait par rapport au plan de l'élévation;

5° pour les volumes principaux, la remise en état de propreté, la restitution ou la pose d'une toiture à deux versants droits de même inclinaison, dont la pente et la tonalité s'harmonisent avec les caractéristiques locales à maintenir ou à restituer et qui ne comprennent ni débordements marquants ni éléments saillants;

6° pour les volumes secondaires à front de voirie ou considérés par l'administration comme assimilé et qui jouxtent ou qui s'articulent à un volume principal, la remise en état de propreté, la restitution ou la pose d'une toiture à un ou deux versants, dont la pente et la tonalité s'harmonisent avec les caractéristiques locales à maintenir ou à restituer, qui ne comprennent ni débordements marquants ni éléments saillants et dont le niveau de gouttière est inférieur à celui des gouttières du volume principal;

7° la remise en état ou la restitution, à front de voirie ou considérés par l'administration comme assimilé, de murs de clôture ou de soutènement dont la tonalité des matériaux s'harmonise avec les caractéristiques locales à maintenir ou à restituer;

8° la pose d'enseignes non lumineuses, rapportées à une façade ou un pignon à front de voirie ou considérés par l'administration comme assimilé, dont le niveau supérieur n'excède pas le niveau supérieur de l'allège des ouvertures du premier étage et constituées :

- soit de sigles ou lettrages incorporés à un panneau transparent fixé sur l'élévation;
- soit de sigles ou lettrages séparés, fixés sur l'élévation et munis, le cas échéant, d'un éclairage séparé;
- soit de sigles fixés sur une potence perpendiculaire à l'élévation et munis, le cas échéant, d'un éclairage séparé.

Le Ministre qui a la rénovation urbaine dans ses attributions est habilité à préciser la portée des actes et travaux susvisés.

Les honoraires d'auteur de projet relatifs aux actes et travaux visés aux points 1° à 8° et qui nécessitent les permis unique et d'urbanisme respectivement visés par l'article 81 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et par l'article 84 du Code sont compris dans le montant des actes et travaux visés par la demande de l'aide.

Art. 4. § 1^{er}. La demande de l'aide est adressée par écrit à l'administration, au moyen du formulaire établi par le Ministre et délivré par l'administration.

L'administration adresse au demandeur, dans un délai de 10 jours ouvrables à dater de la réception de la demande, un accusé de réception ou l'informe que son dossier n'est pas complet.

§ 2. Pour être considérée comme complète, la demande de l'aide comporte :

1° l'identification précise de l'immeuble d'habitation, en ce compris la mention de son numéro cadastral, et trois photos identifiant les façades et pignons de l'immeuble qui feront l'objet des actes et travaux;

2° les attestations de l'administration communale établissant que la construction de l'immeuble d'habitation est antérieure à l'année 1945 et relatives à la localisation;

3° le certificat de l'administration compétente du Ministère des Finances relatif aux droits sur l'immeuble d'habitation dont sont titulaires le demandeur ou les personnes qui le mandatent;

4° deux devis établis pour l'ensemble des actes et travaux visés par la demande;

§ 3. La demande complète est adressée dans les 45 jours ouvrables par l'administration au Ministre.

Dans la mesure où ils sont requis, les permis unique et d'urbanisme respectivement visés par l'article 81 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et par l'article 84 du Code doivent être joints par l'administration à la demande complète.

Dans ce cas, par dérogation à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, le délai de transmission par l'administration au Ministre de la demande complète accompagnée des permis unique et d'urbanisme est de 45 jours ouvrables à dater de la réception par l'administration des permis requis.

L'administration informe le demandeur de la date de la transmission de son dossier au Ministre.

Art. 5. Les actes et travaux visés à l'article 3 ne peuvent être entrepris que postérieurement à la date de la notification par le Ministre ou son délégué de la décision d'octroi de l'aide.

Le Ministre ou son délégué notifie au demandeur, dans les trente jours ouvrables de sa réception de la demande complète, sa décision d'octroi de l'aide ou du rejet de la demande.

Le défaut de notification dans ce délai est assimilé à une décision d'octroi de la demande.

Il adresse simultanément copie de cette notification à l'administration.

Si, dans un délai de 15 jours ouvrables à dater de la transmission de la demande complète, accompagnée le cas échéant des permis unique ou d'urbanisme, l'administration n'a pas reçu copie de la notification susvisée, elle adresse un rappel au Ministre. Le demandeur peut, s'il n'a pas dans un délai de 15 jours ouvrables à dater de la transmission de la demande complète, accompagnée le cas échéant des permis unique ou d'urbanisme, reçu copie de la notification susvisée, adresser un rappel au Ministre.

La notification d'octroi de l'aide est accompagnée de son montant maximal, déterminé sur la base des devis visés à l'article 4, § 2, 4° et ce, sans préjudice de l'article 6.

Les actes et travaux doivent être exécutés dans les deux ans à dater de la notification par le Ministre ou son délégué de la décision d'octroi de l'aide.

Le Ministre ou son délégué peut proroger ce délai de six mois s'il estime fondée une demande écrite de prolongation, motivée par une cause étrangère libératoire, adressée à l'administration avant l'expiration du délai de deux ans.

Art. 6. Le montant de l'aide est fixé à 50 % du montant des factures hors T.V.A. prises en considération. Il ne peut être supérieur au montant maximal déterminé en vertu de l'article 5, alinéa 6.

Par immeuble d'habitation, le Ministre peut accorder une aide dont le montant n'excède pas 5.000 euros. Ce montant peut être porté à 7.500 euros pour les actes et travaux visés à l'article 3 qui se rapportent à un aménagement des façades et pignons pour des besoins commerciaux et qui comprennent un accès au logement qui soit distinct des locaux non destinés au logement.

Art. 7. Le montant de l'aide est notifié au demandeur après réception par l'administration d'une déclaration d'achèvement des actes et travaux à introduire dans les six mois à dater de l'achèvement des actes et travaux.

Art. 8. Lorsqu'un immeuble d'habitation a fait l'objet de l'octroi d'une aide à l'embellissement, aucune nouvelle demande relative au même immeuble n'est prise en considération dans les cinq années à dater de l'envoi de la déclaration d'achèvement des travaux.

Art. 9. La demande d'aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation pour laquelle un formulaire C a été introduit à l'administration antérieurement au 5 juin 2003 poursuit son instruction selon les dispositions en vigueur avant cette date.

Art. 10. L'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 instaurant une aide à la rénovation et à l'embellissement extérieurs des immeubles d'habitation est abrogé.

Art. 11. Le Ministre qui a la rénovation urbaine dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 janvier 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 661

[2004/200512]

8. JANUAR 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung einer Beihilfe für die Aussenverschönerung an hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, in seiner durch die Dekrete vom 27. November 1997 und vom 23. Juli 1998 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 184;

Aufgrund des am 8. September 2003 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 9. Oktober 2003 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 9. Oktober 2003 bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats, das innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugeben ist;

Aufgrund des am 18. November 2003 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des mit der Stadterneuerung beauftragten Ministers,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Stadterneuerung gehört;

2° Verwaltung: die Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes des Ministeriums der Wallonischen Region;

3° Antragsteller:

- entweder die natürliche Person, die juristische Person öffentlichen Rechts bzw. Interesses oder die juristische Person privaten Rechts, die Inhaber eines dinglichen Rechts an dem Gebäude ist;

- oder die von den sämtlichen Inhabern eines dinglichen Rechts an dem Wohnhaus zu diesem Zweck bevollmächtigte Person;

4° Wohnhaus: das Gebäude, das vor 1945 gebaut wurde und zum Zeitpunkt des Antrags:

- entweder hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt ist;

- oder für welches die Verschönerungsarbeiten Teil eines Projekts zum Umbau des Gebäudes zu Wohnzwecken sind;

- oder für welches die Einrichtung eines Zugangs zu der bzw. den Wohnung(en), der von den nicht zu Wohnzwecken bestimmten Räumlichkeiten getrennt ist, in den Verschönerungsarbeiten vorgesehen ist;

5° registrierter Unternehmer des Bausektors: der Unternehmer, der zum Zeitpunkt der Bestellung:

- die im Königlichen Erlass vom 26. Dezember 1998 über die Ausführung der Artikel 400, 401, 403, 404 und 406 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 und 30bis des Gesetzes vom 27. Juni 1969 zur Revision des Gesetzlerlasses vom 28. Dezember 1944 bezüglich der sozialen Sicherheit der Arbeitnehmer vorgesehenen Bedingungen erfüllt; diese Voraussetzung gilt nicht für Unternehmer, die ein gesetzliches Monopol für die Ausführung bestimmter Arbeiten besitzen;

- den von dem durch den Königlichen Erlass vom 23. September 1959 anerkannten wissenschaftlichen und technischen Zentrum für das Bauwesen ausgestellten Nachweis erbringt, dass er Mitglied dieses Zentrums oder des entsprechenden Zentrums seines Sektors ist, welches in Anwendung des Gesetzlerlasses vom 30. Januar 1947 zur Festlegung des Statuts zur Gründung und zur Arbeitsweise von Zentren, die mit der Förderung und der Koordinierung des technischen Fortschritts der verschiedenen Zweige der nationalen Wirtschaft durch die wissenschaftliche Forschung beauftragt sind, eingeführt worden ist; dies gilt nur, insofern diese Mitgliedschaft Pflicht ist;

6° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe.

Art. 2 - Innerhalb der Begrenzungen der zu diesem Zweck im Haushaltsplan der Wallonischen Region eingetragenen Mittel und unter den von dem vorliegenden Erlass festgesetzten Bedingungen kann der Minister eine Beihilfe für die Aussenverschönerung an einem Wohnhaus gewähren, das:

1° entweder in dem Umkreis einer in Artikel 172 des Gesetzbuches erwähnten Massnahme zur städtischen Neubelebung gelegen ist;

2° oder in dem Umkreis einer in Artikel 173 des Gesetzbuches erwähnten Massnahme zur Stadterneuerung gelegen ist;

3° oder in dem Umkreis eines in Artikel 174 des Gesetzbuches erwähnten bevorzugten Initiativgebiets gelegen ist;

4° oder in einem bzw. einer in Artikel 185 des Gesetzbuches erwähnten architektonischen Gefüge bzw. Landschaft gelegen ist;

5° oder in dem in Artikel 187 des Gesetzbuches erwähnten Schutzgebiet gelegen ist;

6° oder in einem in Artikel 192 des Gesetzbuches erwähnten Verzeichnis der wallonischen Erbgüter aufgeführt ist;

7° oder in einem in Artikel 393 des Gesetzbuches erwähnten Umkreis gelegen ist;

8° oder in einem in Artikel 417 desselben Gesetzbuches erwähnten Gemeindegebiet oder Teil eines Gemeindegebietes gelegen ist.

Der Betrag der berücksichtigten Arbeiten beläuft sich auf mindestens 1.500 Euro ausser MwSt. und wird mit Rechnungen von registrierten Unternehmern des Bausektors belegt, ausser wenn die Arbeiten ganz oder teilweise mit Materialien ausgeführt worden sind, die vom Antragsteller angeschafft und in dem Gebäude, Gegenstand des Antrags, eingebaut worden sind und deren Anschaffung mit Rechnungen belegt wird, deren Betrag mindestens 750 Euro ausser MwSt. erreicht.

Für dieselben Arbeiten darf die Beihilfe zusammen mit keiner anderen, von der Wallonischen Region gewährten Beihilfe bezogen werden.

Die Beihilfe wird nur unter der Voraussetzung gewährt, dass sich der Antragsteller verpflichtet, dass die Wohnung(en), die in dem von dem Beihilfeantrag für die Aussenverschönerung betroffenen Wohnhaus gelegen ist bzw. sind, nach Ausführung der in Artikel 4 erwähnten Arbeiten die Kriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit erfüllt bzw. erfüllen, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Februar 1999 zur Festlegung der Kriterien der gesundheitlichen Zutraglichkeit, der Verbesserungsfähigkeit bzw. Nichtverbesserungsfähigkeit der Wohnungen sowie der Mindestkriterien für die Gewährung von Zuschüssen festgelegt worden sind.

Diese Bedingung muss am Tag der Einreichung der in Artikel 7 erwähnten Erklärung zur Fertigstellung der Handlungen und Arbeiten erfüllt sein.

Art. 3. Die Aussenverschönerung besteht in einer oder mehreren der folgenden Handlungen und Arbeiten:

1° die Säuberung von Fassaden und Giebeln, die an der Strassenseite gelegen sind oder von der Verwaltung als solche gleichgestellt werden, durch:

- entweder die Reinigung oder das Ausfugen des Mauerwerks;
- oder die Reinigung und das Auftragen von Farbe, Putz oder Bewurf;
- oder die Reinigung oder den Ersatz der Verschalung bzw. der Bedachung aus Natur- oder Kunstschiefern oder Ziegeln je nach den örtlichen Merkmalen, die beizubehalten oder wiederherzustellen sind;

2° ggf. entweder die Reinigung von Tür- und Fensterrahmen oder das Auftragen von Farbe, oder die ganze oder teilweise Wiederherstellung der ursprünglichen Tür- und Fensterrahmen, soweit diese Arbeiten gleichzeitig mit einer der unter 1° erwähnten Handlungen erfolgen;

3° in den Fassaden oder Giebeln, die an der Strassenseite gelegen sind oder von der Verwaltung als gleichgestellt betrachtet werden: die Öffnung oder die Vergrößerung von Ausschnitten sowie die Wiederherstellung der ursprünglichen Ausschnitten, um eine Gruppe von Ausschnitten zu schaffen oder wieder zu bilden, die sich durch eine senkrechte Dominante kennzeichnen und deren Gesamtfläche niedriger als diejenigen der Vollteile des aufgehenden Bauwerks ausschliesslich Bedachung ist;

4° die unter 3° erwähnten Handlungen und Arbeiten, die sich auf eine Umgestaltung der Fassaden und Giebel zu gewerblichen Zwecken beziehen, sofern:

- sie das Fussbodenniveau des ersten Stockwerks nicht überschreiten;
- die Fensterpfeilen vom Erdgeschoss den Rhythmus zeigen und im Lot und in der Achse der Fensterpfeiler des ersten Stockwerks gebaut werden, was ggf. einschliesst, dass Schaufenster zurückspringend von der Ebene des aufgehenden Bauwerks angelegt werden;

5° für die Hauptvolumen: die Säuberung, die Wiederherstellung oder das Anlegen eines geraden Satteldachs mit Flächen gleicher Neigung, deren Länge und Farbton mit den beizubehaltenden oder wiederherzustellenden örtlichen Merkmalen harmonisiert werden, und die weder auffallende Überstände noch vorspringende Bestandteile aufweisen;

6° für die an der Strassenseite gelegenen oder von der Verwaltung als gleichgestellt betrachteten Nebenvolumen, die an ein Hauptvolumen angrenzen oder sich daran gliedern: die Säuberung, die Wiederherstellung oder das Anlegen eines geraden Satteldachs mit Flächen gleicher Neigung, deren Länge und Farbton mit den beizubehaltenden oder wiederherzustellenden örtlichen Merkmalen harmonisiert werden, die weder auffallende Überstände noch vorspringende Bestandteile aufweisen und deren Dachgesimshöhe niedriger als diejenige des Hauptvolumens ist;

7° die Wiederinstandsetzung oder Wiederherstellung von an der Strassenseite gelegenen oder von der Verwaltung als gleichgestellt betrachteten Einfriedungs- oder Stützmauern, deren Materialfarbton mit den beizubehaltenden oder wiederherzustellenden örtlichen Merkmalen harmonisiert sind;

8° das Anbauen an eine Fassade oder einen Giebel, die bzw. an der Strassenseite gelegen oder von der Verwaltung als gleichgestellt betrachtet ist, von nicht leuchtenden Aushängeschildern, deren Oberkante die Oberkante der Fensterbrüstung der Ausschnitten des ersten Stockwerks nicht überschreiten, und die daraus bestehen:

- entweder aus Sigeln oder Aufdrucken, die in ein an dem aufgehenden Mauerwerk befestigten durchsichtiges Schild eingebaut sind;
- entweder aus getrennten Sigeln oder Aufdrucken, die an dem aufgehenden Mauerwerk befestigt und ggf. mit einer getrennten Beleuchtung ausgestattet sind;
- entweder aus Sigeln, die an einem quer zum aufgehenden Mauerwerk stehenden Träger befestigt und ggf. mit einer getrennten Beleuchtung ausgestattet sind;

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Stadterneuerung gehört, wird dazu ermächtigt, den Umfang der vorerwähnten Handlungen und Arbeiten zu bestimmen.

Die Honorare als Projektautor für die unter den Punkten 1° bis 8° erwähnten Handlungen und Arbeiten, für welche die jeweils in Artikel 81 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und in Artikel 84 des Gesetzbuches erwähnten Global- bzw. Städtebaugenehmigungen erforderlich sind, sind im Betrag der im Beihilfenantrag erwähnten Handlungen und Arbeiten einbezogen.

Art. 4 - § 1 - Der Beihilfenantrag wird mittels des vom Minister festgesetzten und von der Verwaltung ausgehändigten Formulars schriftlich an die Verwaltung gerichtet..

Die Verwaltung übermittelt dem Antragsteller innerhalb 10 Werktagen ab dem Eingang des Antrags eine Empfangsbescheinigung oder teilt ihm mit, dass seine Akte nicht vollständig ist.

§ 2- Damit der Antrag auf eine Beihilfe als vollständig betrachtet werden kann, muss er das Folgende enthalten:

1° die genaue Identifizierung des Wohnhauses, einschliesslich dessen Katasternummer, und drei Photos zur Identifizierung der Fassaden und Giebel des Gebäudes, die Gegenstand der Handlungen und Arbeiten sein werden;

2° die Bescheinigungen der Gemeindeverwaltung zur Angabe, dass das Wohnhaus vor dem Jahre 1945 gebaut wurde, und bezüglich der Lokalisierung;

3° die Bescheinigung der zuständigen Verwaltungsdienststelle des Finanzministeriums, in der die Rechte angegeben werden, die der Antragsteller oder die ihn bevollmächtigenden Personen an dem Wohnhaus innehat bzw. haben;

4° zwei Kostenvoranschläge für die Gesamtheit der von dem Antrag betroffenen Handlungen und Arbeiten;

§ 3- Der vollständige Antrag wird innerhalb 45 Tagen von der Verwaltung an den Minister gerichtet.

Insofern sie erforderlich sind, müssen die jeweils in Artikel 81 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und in Artikel 84 des Gesetzbuches erwähnten Global- bzw. Städtebaugenehmigungen durch die Verwaltung dem vollständigen Antrag beigelegt werden.

In diesem Fall beträgt die Frist, innerhalb deren die Verwaltung den vollständigen Antrag zusammen mit den Global- und Städtebaugenehmigungen dem Minister übermitteln muss, in Abweichung von Absatz 1 des vorliegenden Paragraphs 45 Werktagen ab dem Eingang bei der Verwaltung der erforderlichen Genehmigungen.

Die Verwaltung informiert den Antragsteller über das Datum der Übermittlung seiner Akte an den Minister.

Art. 5 - Die in Artikel 3 erwähnten Handlungen und Arbeiten dürfen erst in Angriff genommen werden, nachdem der Minister oder sein Bevollmächtigter den Beschluss zur Gewährung der Beihilfe zugestellt hat.

Der Minister oder sein Bevollmächtigter stellt dem Antragsteller innerhalb dreissig Werktagen nach Eingang des vollständigen Antrags seine Entscheidung über die Gewährung bzw. die Ablehnung der Beihilfe zu.

Falls keine Notifizierung innerhalb dieser Frist erfolgt worden ist, gilt die Entscheidung als positiv für die Gewährung der Beihilfe.

Gleichzeitig übermittelt er der Verwaltung eine Abschrift dieser Notifizierung.

Wenn innerhalb 15 Werktagen ab der Übermittlung des vollständigen Antrags ggf. mit den Global- bzw. Städtebaugenehmigungen die Verwaltung keine Abschrift der vorerwähnten Notifizierung erhalten hat, so richtet sie ein Erinnerungsschreiben an den Minister. Wenn innerhalb 15 Werktagen ab der Übermittlung des vollständigen Antrags ggf. mit den Global- bzw. Städtebaugenehmigungen der Antragsteller keine Abschrift der vorerwähnten Notifizierung erhalten hat, kann er ein Erinnerungsschreiben an den Minister richten.

Die Notifizierung über die Gewährung der Beihilfe wird zusammen mit dem Höchstbetrag der Beihilfe zugestellt, der aufgrund der in Artikel 4, § 2 und 4^o erwähnten Kostenvoranschläge bestimmt worden ist, unbeschadet von Artikel 6.

Die erwähnten Handlungen und Arbeiten müssen innerhalb zwei Jahren ab dem Tag, an dem der Minister oder sein Bevollmächtigter den Beschluss zur Gewährung der Beihilfe zugestellt hat, ausgeführt werden.

Der Minister oder sein Bevollmächtigter darf diese Frist um sechs Monate verlängern, wenn er einen schriftlichen Antrag auf Verlängerung für gerechtfertigt hält, der auf einem fremden Grund mit befreiender Wirkung beruht und bei der Verwaltung vor Ablauf der zweijährigen Frist eingereicht worden ist.

Art. 6 - Der Betrag der Beihilfe wird auf 50 % des Betrags ausser MwSt. der berücksichtigten Rechnungen festgelegt. Dieser Betrag darf nicht über dem aufgrund von Artikel 5, Absatz 6 bestimmten Höchstbetrag liegen.

Je Wohnhaus kann der Minister eine Beihilfe gewähren, deren Betrag 5.000 Euro nicht überschreitet. Dieser Betrag kann für die in Artikel 3 erwähnten Handlungen und Arbeiten, die sich auf eine Umgestaltung der Fassaden und Giebel zu gewerblichen Zwecken beziehen und einen Zugang zu der Wohnung vorsehen, der von den nicht zu Wohnzwecken bestimmten Räumlichkeiten getrennt ist, auf 7.500 Euro erhöht werden.

Art. 7 - Der Betrag der Beihilfe wird dem Antragsteller notifiziert, nachdem die Verwaltung eine Erklärung zur Fertigstellung der Handlungen und Arbeiten, die innerhalb sechs Monaten nach Fertigstellung der Handlungen und Arbeiten einzureichen ist, empfangen hat.

Art. 8 - Wenn ein Wohnhaus den Gegenstand einer Beihilfe für die Verschönerung gebildet hat, wird kein neuer Antrag bezüglich desselben Gebäudes innerhalb fünf Jahren ab dem Versand der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten berücksichtigt.

Art. 9 - Der Antrag auf eine Beihilfe für die Aussenrenovierung und -verschönerung an Wohnhäusern, für welchen ein Formular C vor dem 5. Juni 2003 bei der Verwaltung eingereicht worden ist, wird nach den vor diesem Datum geltenden Bestimmungen weiterhin behandelt.

Art. 10 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Einführung einer Beihilfe für die Aussenrenovierung und -verschönerung an Wohnhäusern wird aufgehoben.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Stadterneuerung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Januar 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 661

[2004/200512]

8 JANUARI 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van een tegemoetkoming voor de verfraaiing van de buitenkant van panden die hoofdzakelijk voor bewoning bestemd zijn

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, gewijzigd bij de decreten van 27 november 1997 en 23 juli 1998, inzonderheid op artikel 184;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 september 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 oktober 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering op 9 oktober 2003 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van minder dan één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 november 2003;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Stadsvernieuwing,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1^o minister : de Minister bevoegd voor Stadsvernieuwing;

2^o bestuur : het Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium van het Ministerie van het Waalse Gewest;

3° aanvrager :

- ofwel de natuurlijke dan wel publiek- of privaatrechtelijke rechtspersoon of rechtspersoon van openbaar nut die houder is van een zakelijk recht op het pand;
- ofwel de persoon die daartoe gemachtigd is door alle personen die houder zijn van een zakelijk recht op het woongebouw;

4° woongebouw : op datum van de aanvraag, het gebouw dat opgetrokken is vóór 1945 en :

- ofwel dat hoofdzakelijk voor bewoning bestemd is;
- ofwel waarvoor de verfraaiingswerken aan het gebouw deel uitmaken van een verbouwingsproject dat een gelijkaardige bestemming beoogt;
- ofwel waarvoor de verfraaiingswerken de aanleg van een toegang tot de woning(en) inhouden die afzonderlijk is van de lokalen die niet voor huisvesting bestemd zijn;

5° geregistreerde ondernemer van het bouwbedrijf, degene die op datum van de bestelling :

- de voorwaarden vervult bepaald bij het koninklijk besluit van 26 december 1998 ter uitvoering van de artikelen 400, 401, 403, 404 en 406 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en artikel 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders; die voorwaarde geldt niet voor de ondernemers die een wettelijk monopolie voor de uitvoering van bepaalde types werken bezitten;

- door middel van een door het Wetenschappelijk en Technisch Centrum voor het Bouwbedrijf afgeleverd attest aantoonend dat hij aangesloten is bij dat centrum of bij het centrum van zijn sector opgericht overeenkomstig de besluitwet van 30 januari 1947 tot vaststelling van het statuut van oprichting en werking van de centra belast met de bevordering en de coördinatie van de technische vooruitgang van de verschillende bedrijfstakken van de nationale economie door het wetenschappelijk onderzoek, voorzover die aansluiting verplicht is;

6° Wetboek : het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium.

Art. 2. Binnen de perken van de kredieten daartoe uitgetrokken op de begroting van het Waalse Gewest en tegen de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden kan de minister een tegemoetkoming verlenen voor de verfraaiing van de buitenkant van een woongebouw :

- 1° ofwel dat binnen de omtrek van een in artikel 172 van het Wetboek bedoelde stadsherlevingsoperatie ligt;
- 2° ofwel dat binnen de omtrek van een in artikel 173 van het Wetboek bedoelde stadsvernieuwingsoperatie ligt;
- 3° ofwel dat binnen de omtrek van een in artikel 174 van het Wetboek bedoelde bevoorrechte initiatiefgebied ligt;
- 4° ofwel dat in een architectuurgeheel of in een site bedoeld in artikel 185 van het Wetboek ligt;
- 5° ofwel dat in een beschermingsgebied bedoeld in artikel 187 van het Wetboek ligt;
- 6° ofwel dat op de erfgoedlijst bedoeld in artikel 192 van het Wetboek staat;
- 7° ofwel in een omtrek bedoeld in artikel 393 van het Wetboek ligt;
- 8° ofwel op een gemeentelijk grondgebied of een deel ervan bedoeld in artikel 417 van het Wetboek ligt.

De in aanmerking genomen werken bedragen minstens 1.500 euro BTW niet meegerekend, aangetoond aan de hand van rekeningen opgesteld door geregistreerde ondernemers van het bouwbedrijf behalve als de werken geheel of gedeeltelijk zijn uitgevoerd met materialen die door de aanvrager zijn aangekocht, in het pand waarvoor de aanvraag wordt ingediend, zijn verwerkt en waarvan de aankoop aangetoond wordt aan de hand van rekeningen die, BTW niet meegerekend, minstens 750 euro bedragen.

Voor dezelfde werken kan de tegemoetkoming niet samengevoegd worden met een andere tegemoetkoming die door het Waalse Gewest wordt verleend.

De tegemoetkoming wordt enkel verleend op voorwaarde dat de aanvrager zich ertoe verbindt dat de woning(en) die deel uitmaken van het woongebouw waarvoor de tegemoetkoming voor de verfraaiing van de buitenkant aangevraagd wordt, na uitvoering van de handelingen en werken bedoeld in artikel 4, aan de gezondheidsnormen vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 11 februari 1999 de gezondheidsnormen, de verbeterbaarheid van de woningen alsmede de minimumnormen voor de toekenning van subsidies worden bepaald, voldoet.

Die voorwaarde dient ingevuld te zijn op de datum van indiening van de verklaring dat de handelingen en werken bedoeld in artikel 7 voltooid zijn.

Art. 3. De verfraaiing van de buitenkant bestaat uit één of meerdere handelingen en werken als volgt :

1° het opnieuw schoon maken van de voor- en zijgevels die aan de openbare weg liggen of door het bestuur als daarmee gelijkgesteld worden beschouwd, door :

- ofwel het metselwerk te reinigen of opnieuw op te voegen;
- ofwel het te reinigen en te verven, te bepleisteren of te bestrijken;
- ofwel de gevelbekleding of de natuurlijke dan wel kunstmatige leien of dakpannen, al naar gelang van de plaatselijke kenmerken die in stand gehouden of in ere hersteld moeten worden, schoon te maken of te vervangen;

2° in voorkomend geval, ofwel het schoonmaken van ramen of het aanbrengen van verf, ofwel het heraanbrengen, geheel of gedeeltelijk, van de oorspronkelijke ramen voorzover zij samenvallen met één van de handelingen bedoeld onder 1°;

3° in de voor- en zijgevels die aan de openbare weg liggen of die door het bestuur als gelijkgesteld worden beschouwd, het steken of het vergroten van openingen, evenals het herstellen van de oorspronkelijke openingen om een geheel van openingen in de gevelmuur te creëren of te herstellen die beheerst wordt door een verticale beweging en waarvan de oppervlakte in totaal lager is dan de oppervlakte van de volle delen van de opgaande muren, het dak niet inbegrepen;

4° de handelingen en werken bedoeld onder 3°, die verband houden met de inrichting van de voor- en zijgevels voor handelsbehoeften, voorzover :

- ze niet hoger reiken dan de hoogte van de plankenvloer van de eerste verdieping;
- dat de vensterdampen op de gelijkvloerse verdieping het ritme aangeven en loodrecht op en in het verlengde liggen van de vensterdampen van de eerste verdieping, met inbegrip, in voorkomend geval, van het aanbrengen van winkelramen die ten opzichte van de opgaande muur achter de rooilijn liggen;

5° voor de hoofdvolumes, het opnieuw schoonmaken, het herstellen of het aanbrengen van een hellend dak met twee gelijk hellende delen, waarvan de hellingsgraad en de kleurschakering opgaan in de lokale, in stand te houden of te herstellen kenmerken en die geen opzichtige of vooruitspringende uitsteeksels bevatten;

6° voor de nevenvolumes die aan de openbare weg liggen of die door het bestuur als gelijkgesteld worden beschouwd, en die naast een hoofdvolume liggen of erop aansluiten, het opnieuw schoonmaken, het herstellen of het aanbrengen van een hellend dak waarvan de hellingsgraad en de kleurschakering opgaan in de lokale, in stand te houden of te herstellen kenmerken en die geen opzichtige of vooruitspringende uitsteeksels bevatten en waarvan de dakgoten minder hoog liggen dan die van het hoofdvolume;

7° het herstellen, aan de kant van de openbare weg of als gelijkgesteld beschouwd door het bestuur, van omheinings- of steunmuren waarvan de kleurschakeringen van de materialen opgaan in de lokale, in stand te houden of te herstellen kenmerken;

8° het aanbrengen van niet-oplichtende uithangborden, vastgemaakt aan een voor- of zijgevel die aan de openbare weg ligt of die door het bestuur als daarmee gelijkgesteld wordt beschouwd, waarvan het hoogste punt niet hoger ligt dan het hoogste gedeelte van de steunmuur voor de openingen van de eerste verdieping en bestaande uit :

- ofwel letterwoorden of beletteringen die opgenomen zijn op een doorzichtig bord dat op de opgaande muur bevestigd wordt;

- ofwel afzonderlijke letterwoorden of beletteringen die op de opgaande muur worden bevestigd en die, in voorkomend geval, uitgerust zijn met een afzonderlijke verlichting;

- ofwel letterwoorden die bevestigd zijn op een stang die loodrecht staat op de opgaande muur en die, in voorkomend geval, uitgerust zijn met een afzonderlijke verlichting.

De Minister bevoegd voor Stadsvernieuwing is ertoe gemachtigd het bereik van die handelingen en werken nauwkeurig te omschrijven.

Het ereloon voor de projectontwerper met betrekking tot de handelingen en werken bedoeld onder de punten 1° tot en met 8° en de enige en de stedenbouwkundige vergunning bedoeld in artikel 81 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en in artikel 84 van het Wetboek noodzakelijk maken, zijn vervat in het bedrag van de handelingen en werken bedoeld in de tegemoetkomingsaanvraag.

Art. 4. § 1. De tegemoetkomingsaanvraag wordt schriftelijk aan het bestuur gericht door middel van het formulier vastgesteld door de minister en afgeleverd door het bestuur.

Het bestuur richt binnen een termijn van tien werkdagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag een bericht van ontvangst aan de aanvrager of licht hem erover in dat zijn dossier onvolledig is.

§ 2. Om als volledig te worden beschouwd dient de tegemoetkomingsaanvraag te bevatten :

1° de nauwkeurige identificatie van het woongebouw, met inbegrip van diens kadastraal nummer en drie foto's aan de hand waarvan de voor- en zijgevels waarop de handelingen en werken betrekking zullen hebben, geïdentificeerd worden;

2° de attesten van het gemeentebestuur waarmee vastgesteld wordt dat het woongebouw vóór 1945 is opgetrokken en betrekking hebbend op de ligging ervan;

3° het certificaat van het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën met betrekking tot de rechten op het woongebouw waarvan de aanvrager of de door hem gemachtigde personen houder zijn;

4° twee bestekken opgesteld voor alle in de aanvraag bedoelde handelingen en werken.

§ 3. De volledige aanvraag wordt binnen de 45 werkdagen door het bestuur aan de minister gericht.

Voorzover ze vereist zijn, dienen de enige en de stedenbouwkundige vergunning respectievelijk bedoeld in artikel 81 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en in artikel 84 van het Wetboek door het bestuur bij de volledige aanvraag worden gevoegd.

In dat geval bedraagt de termijn voor het overmaken door het bestuur aan de minister van de volledige aanvraag samen met de enige en de stedenbouwkundige vergunning in afwijking van het eerste lid van deze paragraaf, vijftienveertig werkdagen te rekenen van de ontvangst door het bestuur van de vereiste vergunningen.

Het bestuur licht de aanvrager in over de datum waarop diens dossier aan de minister wordt overgemaakt.

Art. 5. De handelingen en werken bedoeld in artikel 3 mogen enkel ondernomen worden na de datum waarop de minister of diens gemachtigde van de beslissing tot toekenning van de tegemoetkoming kennis geeft.

De minister of diens gemachtigde geeft aan de aanvrager binnen de dertig werkdagen na ontvangst van de volledige aanvraag kennis van zijn beslissing om de tegemoetkoming toe te kennen dan wel om de aanvraag te verwerpen.

Het uitblijven van een kennisgeving binnen die termijn wordt gelijkgesteld met een beslissing om de aanvraag toe te kennen.

Tegelijk wordt er een afschrift van die kennisgeving aan het bestuur gericht.

Als binnen een termijn van vijftien werkdagen te rekenen van het overmaken van de volledige aanvraag waarbij in voorkomend geval de enige en de stedenbouwkundige vergunning worden gevoegd, het bestuur geen afschrift van die kennisgeving heeft gekregen, wordt er een herinneringsschrijven aan de minister gericht. De aanvrager kan, indien hij binnen een termijn van vijftien werkdagen te rekenen van het overmaken van de volledige aanvraag, waarbij in voorkomend geval de enige en de stedenbouwkundige vergunning worden gevoegd, geen afschrift heeft gekregen van die kennisgeving, een herinneringsschrijven aan de minister richten.

Bij de kennisgeving van de toekenning van de tegemoetkoming wordt het maximumbedrag vermeld, dat bepaald wordt op grond van de bestekken bedoeld in artikel 4, § 2, 4°, onverminderd artikel 6.

De handelingen en werken dienen te worden uitgevoerd binnen de twee jaar te rekenen van de kennisgeving door de minister of diens gemachtigde van de beslissing om de tegemoetkoming toe te kennen.

De minister of diens gemachtigde kan die termijn met zes maanden verlengen indien hij van mening is dat een schriftelijke aanvraag tot verlenging die ingegeven is door een bevrijdende vreemde oorzaak en die aan het bestuur wordt gericht voor het verstrijken van de termijn van twee jaar, gegrond is.

Art. 6. Het bedrag van de tegemoetkoming wordt vastgesteld op 50 % van het bedrag van de rekeningen, BTW meegerekend. Het mag niet hoger zijn dan het maximumbedrag bepaald krachtens artikel 5, zesde lid.

Per woongebouw kan de minister een tegemoetkoming verlenen waarvan het bedrag 5.000 euro niet overschrijdt. Dat bedrag mag op 7.500 euro gebracht worden voor de handelingen en werken bedoeld in artikel 3 die verband houden met de inrichting van de voor- en zijgevels voor handelsbehoeften en die een toegang tot de woning bevatten die afzonderlijk is van de lokalen die niet voor huisvesting bestemd zijn.

Art. 7. Van het tegemoetkomingsbedrag wordt kennis gegeven aan de aanvrager na ontvangst door het bestuur van een verklaring dat de handelingen en werken voltooid zijn, en die binnen de zes maanden te rekenen van de voltooiing der handelingen en werken moet zijn ingediend.

Art. 8. Indien er voor een woongebouw een verfraaiingstegemoetkoming wordt ingediend, kan er geen enkele aanvraag met betrekking tot datzelfde pand in aanmerking worden genomen binnen de vijf jaar te rekenen van het versturen van de verklaring dat de werken voltooid zijn.

Art. 9. De tegemoetkomingsaanvraag voor de vernieuwing en de verfraaiing van de buitenkant van de woongebouwen waarvoor een C-formulier bij het bestuur is ingediend vóór 5 juni 2003 wordt verder behandeld volgens de voor die datum vigerende bepalingen.

Art. 10. Het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot invoering van een tegemoetkoming voor de vernieuwing en de verfraaiing van de buitenkant van woongebouwen wordt opgeheven.

Art. 11. De Minister bevoegd voor Stadsvernieuwing is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 januari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 662

[2004/200471]

10 DECEMBRE 2003. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 14 et le programme 07 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2003

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Vu les lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 19 décembre 2002 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2003, notamment l'article 34;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^e alinéa;

Vu le décret du 22 octobre 2003 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 décembre 2003;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement à l'allocation de base 63.09 du programme 01 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2003, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 6 juin 2002 dans le cadre de l'Objectif 2 Meuse-Vesdre, à savoir, le dossier suivant (intitulé et codification du projet cofinancé) :

Objectif 2 Meuse-Vesdre;

Axe 5 : Promotion d'un développement urbain durable;

Mesure 5.1 : Restructuration stratégique et requalification des zones de polarisation;

Intitulé : Aménagement de l'esplanade du Château d'Oupeye;

Codification du projet : E 2UR 1 50100 0001 7;

Allocation de base : 63.09.01;

Crédits d'engagement : 213 milliers d'EUR,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 213 milliers EUR sont transférés du programme 07 de la division organique 30 au programme 01 de la division organique 14.

Art. 2. La ventilation des allocations de base suivantes du programme 01 de la division organique 14 et du programme 07 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2003 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Allocation de base	Crédit initial après le 1 ^{er} feuillet et arrêté(s) de transfert C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 14 63.09.01	2.718	662	+ 213	—	2.931	662
DO 30 01.01.07	2.036	1.814	- 213	—	1.823	1.814

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Art. 4. Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 décembre 2003.

M. DAERDEN
Ch. MICHEL